

## SOMMAIRE

<b>Chapitre 1. Introduction générale</b> .....	19
<b>Section 1. Importance du droit européen de la concurrence</b> .....	19
<i>Sous-section 1. Impact du droit européen de la concurrence sur les agents économiques</i> .....	22
<i>Sous-section 2. Impact du droit européen de la concurrence sur l'activité économique</i> .....	31
§ 1. Effets économiques vertueux du droit de la concurrence .....	31
§ 2. Effet libre-échangiste du droit de la concurrence .....	40
§ 3. Crise de légitimité du droit de la concurrence .....	44
<b>Section 2. Histoire du droit européen de la concurrence</b> .....	53
<i>Sous-section 1. Racines du droit de la concurrence</i> .....	54
<i>Sous-section 2. L'apparition d'un droit moderne de la concurrence</i> .....	56
§ 1. L'influence nord-américaine .....	56
§ 2. Ajustement structurel par le droit de la concurrence en Europe .....	60
<b>Section 3. Objectifs du droit européen de la concurrence</b> .....	76
<i>Sous-section 1. Les objectifs économiques autonomes du droit européen de la concurrence</i> .....	77
§ 1. Loyauté .....	78
§ 2. Pluralité .....	80
§ 3. Efficacité .....	83
§ 4. Synthèse .....	87
<i>Sous-section 2. L'objectif libre-échangiste du droit européen de la concurrence</i> .....	90
<b>Section 4. Sources du droit européen de la concurrence</b> .....	95
<i>Sous-section 1. Droit primaire</i> .....	95
§ 1. Règles s'appliquant aux entreprises – articles 101 et 102 TFUE .....	95

§ 2. Règles s'appliquant aux États membres – articles 106 et 107-109 TFUE .....	98
§ 3. Règles de mise en œuvre – articles 103, 104 et 105 TFUE .....	99
<i>Sous-section 2. Droit dérivé</i> .....	99
<i>Sous-section 3. Jurisprudence</i> .....	101
§ 1. Jurisprudence administrative de la Commission .....	101
§ 2. Jurisprudence de la CJUE .....	105
§ 3. Jurisprudence nationale .....	111
<i>Sous-section 4. Doctrine</i> .....	112
<b>Section 5. Champ d'application du droit européen de la concurrence</b> ....	112
<i>Sous-section 1. Champ d'application ratione personae</i> .....	112
§ 1. Définition jurisprudentielle de la notion d'« entreprise » .....	113
§ 2. Cantonnement jurisprudentiel de la notion d'« entreprise » .....	120
<i>Sous-section 2. Champ d'application ratione materiae</i> .....	128
§ 1. Produits agricoles .....	128
§ 2. Transports .....	131
§ 3. Industries de réseaux .....	134
§ 4. L'industrie de l'armement .....	137
§ 5. Autres .....	138
<i>Sous-section 3. Champ d'application ratione loci</i> .....	139
§ 1. Compétence normative du droit européen de la concurrence .....	139
§ 2. Compétence juridictionnelle – Une restriction interne à l'UE et transnationale .....	145
§ 3. Compétence exécutive du droit européen de la concurrence .....	159
§ 4. La problématique du droit global de la concurrence .....	160
§ 5. Conclusions .....	166
<b>Chapitre 2. Éléments d'économie du droit de la concurrence</b> .....	169
<i>Section 1. Observations liminaires</i> .....	169
<i>Section 2. Épistémologie de l'économie du droit de la concurrence</i> .....	173
<i>Sous-section 1. L'économie classique et néo-classique de la concurrence</i> .....	173
§ 1. La loi de l'offre et de la demande .....	174
§ 2. La théorie de la concurrence pure et parfaite, ou le fonctionnement vertueux de la loi de l'offre et de la demande .....	176
§ 3. La théorie du monopole (et du cartel), ou le dysfonctionnement de la loi de l'offre et de la demande .....	177
§ 4. Évaluation des théories classiques et néo-classiques de la concurrence .....	185

<i>Sous-section 2. L'économie normative de la concurrence</i> .....	187
§ 1. L'école d'Harvard .....	187
§ 2. L'école de Chicago .....	190
§ 3. L'école post-Chicago .....	192
<b>Section 3. Méthodologie de l'économie du droit de la concurrence</b> .....	198
<i>Sous-section 1. Notion de pouvoir de marché</i> .....	199
<i>Sous-section 2. Effets pervers du pouvoir de marché sur l'efficacité économique des marchés</i> .....	202
§ 1. L'atteinte au bien-être du consommateur (ou <i>consumer welfare</i> ) ...	203
§ 2. La contribution au bien-être total (ou <i>total welfare</i> ) .....	203
<i>Sous-section 3. Mesure du pouvoir de marché</i> .....	205
§ 1. La mesure directe du pouvoir de marché .....	205
§ 2. La mesure indirecte du pouvoir de marché .....	212
<i>Sous-section 4. Autres notions utiles</i> .....	228
§ 1. Le coût marginal .....	229
§ 2. Les coûts moyens .....	230
§ 3. Les coûts évitables moyens .....	234
§ 4. Autres notions de coûts .....	235
§ 5. Conclusion .....	236
<b>Chapitre 3. L'article 101 TFUE ou le dispositif de contrôle des coordinations anticoncurrentielles</b> .....	237
<i>Section 1. Économie de la coordination</i> .....	238
§ 1. Théorie économique .....	238
§ 2. Économie et droit de la collusion .....	245
<b>Section 2. L'article 101(1) TFUE – le principe d'incompatibilité</b> .....	249
<i>Sous-section 1. La composante juridique – une coordination entre plusieurs entreprises</i> .....	251
§ 1. Pluralité d'entreprises .....	251
§ 2. Une communauté de volontés .....	259
§ 3. Observations finales .....	286
<i>Sous-section 2. La composante économique – la restriction de concurrence</i> .....	286
§ 1. Définition de la restriction de concurrence .....	286
§ 2. Catégories de restrictions de concurrence .....	296
§ 3. Les restrictions de concurrence accessoires .....	329
<b>Section 3. L'article 101(2) TFUE – nullité de droit</b> .....	332
<i>Sous-section 1. Le régime de la nullité</i> .....	332

<i>Sous-section 2. Les conséquences de la nullité</i> .....	334
§ 1. La réparation <i>inter partes</i> .....	334
§ 2. La réparation <i>erga omnes</i> .....	336
<b>Section 4. Article 101(3) TFUE. – Le dispositif d'exemption de l'interdiction</b> .....	339
<i>Sous-section 1. Conditions positives</i> .....	340
§ 1. Amélioration de la production ou de la distribution et promotion du progrès technique ou économique – condition d'amélioration du bien-être .....	340
§ 2. Réserver aux utilisateurs une partie équitable du profit qui résulte de la réalisation de la première condition – condition de répercussion .....	346
<i>Sous-section 2. Conditions négatives</i> .....	348
§ 1. Ne pas imposer aux entreprises intéressées de restrictions qui ne sont pas indispensables pour atteindre ces objectifs – condition de proportionnalité .....	348
§ 2. Ne pas donner aux entreprises la possibilité, pour une partie substantielle des produits en cause, d'éliminer la concurrence – condition de non-élimination de la concurrence .....	349
<i>Sous-section 3. Conclusions</i> .....	351
<b>Chapitre 4. L'article 102 TFUE ou le dispositif de contrôle de comportements stratégiques unilatéraux</b> .....	353
<b>Section 1. Observations liminaires</b> .....	353
<i>Sous-section 1. Causes de l'essor du droit de l'abus de position dominante</i> .....	353
<i>Sous-section 2. Contenu du droit de l'abus de position dominante</i> .....	358
<b>Section 2. La position dominante</b> .....	364
<i>Sous-section 1. Définition de la position dominante</i> .....	365
§ 1. L'ancienne définition jurisprudentielle de la position dominante ...	365
§ 2. L'économisation contemporaine de la définition de la position dominante .....	366
<i>Sous-section 2. Caractérisation de la position dominante</i> .....	368
§ 1. Délimitation du marché pertinent .....	369
§ 2. Mesure de la position de l'entreprise sur le marché pertinent .....	382
<i>Sous-section 3. Autres déclinaisons de la notion de position dominante.</i> .....	393
§ 1. Notions dérivées censées refléter l'intensité de la position dominante .....	394
§ 2. Notions dérivées censées étendre le champ d'application de l'article 102 TFUE – La position dominante collective .....	397

<b>Section 3. L'abus</b> .....	400
<i>Sous-section 1. Ratio sous-tendant la prohibition de certains comportements d'entreprises dominantes</i> .....	401
§ 1. La <i>ratio</i> structurelle .....	401
§ 2. La <i>ratio</i> comportementale .....	402
§ 3. Discussion .....	403
<i>Sous-section 2. Champ d'application (ou les comportements couverts par la notion d'abus)</i> .....	404
<i>Sous-section 3. Preuve de l'abus</i> .....	408
§ 1. Abus et intention anticoncurrentielle .....	408
§ 2. Abus et effets anticoncurrentiels .....	411
§ 3. Lien entre l'abus et la position dominante .....	423
<i>Sous-section 4. Principaux abus condamnés</i> .....	425
§ 1. Prix et conditions de transaction non équitables .....	427
§ 2. Prix prédateurs .....	436
§ 3. Rabais, remises et ristournes .....	448
§ 4. Refus de commercer (ou refus de fournir, de contracter, de donner en licence) .....	465
§ 5. Obligations d'exclusivité (achats exclusifs, monomarchisme, clauses de non-concurrence, etc.) .....	481
§ 6. Discrimination .....	484
§ 7. Vente liée .....	488
§ 8. Autres types d'abus .....	493
<b>Chapitre 5. Le contrôle des opérations de concentration ou le dispositif de surveillance de la structure des marchés</b> .....	501
<b>Section 1. Observations liminaires</b> .....	501
<i>Sous-section 1. Genèse du dispositif européen de contrôle des concentrations</i> .....	501
<i>Sous-section 2. Notion d'opération de concentration entre entreprises en droit européen</i> .....	506
§ 1. Perspective juridique .....	506
§ 2. Perspective économique .....	507
<b>Section 2. L'appréciation des opérations de concentration entre entreprises en vertu du règlement 139/2004</b> .....	508
<i>Sous-section 1. L'opération est-elle notifiable ? – ou la question de la compétence juridictionnelle de la Commission</i> .....	508
§ 1. La notion de concentration .....	509
§ 2. La dimension européenne .....	510

§ 3. Conséquences de l'identification d'une concentration de dimension européenne .....	512
<i>Sous-section 2. La concentration est-elle admissible ? – ou la question de la compatibilité matérielle de l'opération .....</i>	518
§ 1. Le double test du règlement 139/2004 .....	518
§ 2. L'analyse de compatibilité des concentrations horizontales .....	520
§ 3. L'analyse de compatibilité des concentrations non horizontales .....	540
§ 4. L'analyse des justifications apportées par les entreprises .....	546
§ 5. L'analyse de compatibilité des restrictions accessoires .....	554
§ 6. L'examen de la compatibilité des entreprises communes de plein exercice .....	555
<b>Section 3. Droit institutionnel et processuel des concentrations .....</b>	574
<i>Sous-section 1. La procédure informelle de prénotification .....</i>	575
<i>Sous-section 2. La procédure formelle de notification .....</i>	576
§ 1. Le formulaire CO .....	576
§ 2. Le calendrier de la procédure .....	576
<i>Sous-section 3. La procédure simplifiée .....</i>	582
<i>Sous-section 4. Le contentieux des concentrations .....</i>	583
§ 1. Le contrôle juridictionnel de légalité .....	584
§ 2. Le contentieux de l'indemnité .....	588
<b>Section 4. Conclusion .....</b>	590
<i>Sous-section 1. Les mythes .....</i>	590
<i>Sous-section 2. La réalité .....</i>	591
<b>Chapitre 6. La mise en œuvre institutionnelle des articles 101 et 102 TFUE .....</b>	595
<b>Section 1. L'ancien système du règlement 17/62 .....</b>	596
<i>Sous-section 1. Le principe de la réserve d'autorisation .....</i>	597
<i>Sous-section 2. Le monopole d'application de l'article 101(3) TFUE .....</i>	598
<i>Sous-section 3. Limites .....</i>	599
<b>Section 2. Le règlement 1/2003 et les communications de la Commission .....</b>	600
<i>Sous-section 1. La transition vers le système d'exception légale .....</i>	600
<i>Sous-section 2. L'« auto-évaluation » ex ante par les entreprises .....</i>	601
§ 1. Le principe .....	601
§ 2. Les instruments de l'auto-évaluation .....	602
§ 3. L'assistance à l'auto-évaluation – La demande d'orientations informelles .....	603

<i>Sous-section 3. La vérification, ex post, des pratiques par la Commission, les ANC et juridictions nationales .....</i>	605
§ 1. Aspects verticaux – La question de la compétence institutionnelle européenne .....	606
§ 2. Aspects horizontaux – La question des compétences parallèles .....	619
§ 3. La coopération de la Commission, des ANC et des juridictions nationales .....	623
<b>Section 3. La mise en œuvre du droit de la concurrence par les juridictions arbitrales .....</b>	628
<b>Section 4. Conclusion .....</b>	630
<b>Chapitre 7. Le droit des ententes et autres restrictions horizontales flagrantes .....</b>	633
<b>Section 1. La politique européenne de lutte contre les ententes .....</b>	633
<b>Section 2. Le droit matériel des ententes .....</b>	639
<i>Sous-section 1. Champ d'application matériel – quelles coordinations constituent des ententes ? .....</i>	639
§ 1. Notion d'entente .....	639
§ 2. Typologie des ententes .....	641
<i>Sous-section 2. Champ d'application personnel – quelles sont les entreprises responsables d'ententes ? .....</i>	654
§ 1. Groupes d'entreprises .....	654
§ 2. Entreprises venant au droit d'autres entreprises en qualité d'acquéreurs (doctrine de la succession d'entreprises) .....	656
§ 3. Tiers non présents sur le marché mais membres de l'entente (doctrine de la complicité) .....	657
§ 4. Comportement des employés .....	659
<i>Sous-section 3. Champ d'application temporel – quelles règles de prescription s'appliquent en matière d'ententes ? .....</i>	659
<b>Section 3. La mise en œuvre du droit des ententes .....</b>	661
<i>Sous-section 1. La dissuasion des ententes par la Commission .....</i>	661
§ 1. La répression des ententes .....	662
§ 2. La détection des ententes .....	671
<i>Sous-section 2. Le contentieux des ententes devant le juge européen .....</i>	678
<b>Chapitre 8. Le droit des accords de coopération horizontale .....</b>	681
<b>Section 1. Observations liminaires .....</b>	681
<b>Section 2. L'encadrement juridique des accords de coopération horizontale .....</b>	683
§ 1. Genèse .....	683
§ 2. Champ d'application .....	684

<b>Section 3. Principes fondamentaux d'appréciation des accords de coopération horizontale</b> .....	687
§ 1. L'accord en cause est-il restrictif de concurrence au sens de l'article 101(1) ? La question de la <i>restriction</i> .....	687
§ 2. L'accord restrictif bénéficie-t-il de l'exception de l'article 101(3) ? La question de l' <i>exemption</i> .....	689
§ 3. La pratique.....	692
<b>Section 4. Principes spécifiques d'analyse concurrentielle (par type de coopération)</b> .....	693
<b>Sous-section 1. Les accords de recherche et développement (R&amp;D)</b> .....	694
§ 1. Observations liminaires.....	694
§ 2. Le filtrage des accords de R&D.....	696
§ 3. L'examen individuel approfondi des accords de R&D.....	701
<b>Sous-section 2. Les accords de spécialisation</b> .....	704
§ 1. Observations liminaires.....	704
§ 2. Le filtrage des accords de spécialisation.....	706
§ 3. L'examen individuel approfondi des accords de spécialisation.....	709
<b>Sous-section 3. Les accords d'achat</b> .....	714
§ 1. Observations liminaires.....	714
§ 2. Le filtrage des accords d'achat.....	716
§ 3. L'examen individuel approfondi des accords d'achat.....	718
<b>Sous-section 4. Les accords de commercialisation</b> .....	723
§ 1. Observations liminaires.....	723
§ 2. Le filtrage des accords de commercialisation.....	724
§ 3. L'examen individuel approfondi des accords de commercialisation.....	726
<b>Sous-section 5. Les accords de normalisation</b> .....	729
§ 1. Observations liminaires.....	729
§ 2. Le filtrage des accords de normalisation.....	732
§ 3. L'examen individuel approfondi des accords de normalisation.....	735
§ 4. Le cas particulier des conditions générales de vente.....	737
<b>Sous-section 6. Les accords environnementaux</b> .....	739
§ 1. Le filtrage des accords environnementaux.....	740
§ 2. L'examen individuel approfondi des accords environnementaux.....	741
<b>Sous-section 7. Les accords d'échange d'informations</b> .....	742
§ 1. Le fondement économique du contrôle des accords d'échange d'informations.....	745
§ 2. Principes d'appréciation des accords d'échange d'informations.....	748
§ 3. Bonnes pratiques en matière d'accords d'échange d'informations – <i>dos and don'ts</i> .....	758

§ 4. Observations finales.....	759
<b>Section 5. Conclusion</b> .....	760
<b>Chapitre 9. Le droit des restrictions verticales</b> .....	761
<b>Section 1. Observations liminaires</b> .....	761
<b>Section 2. Typologie des restrictions verticales</b> .....	765
<b>Sous-section 1. Position du problème</b> .....	765
<b>Sous-section 2. La famille des relations contractuelles exclusives</b> .....	765
§ 1. Notion.....	765
§ 2. Scénarios d'atteinte à la concurrence.....	767
§ 3. Justifications objectives et effets pro-concurrentiels.....	767
<b>Sous-section 3. La famille du contrôle des prix de revente</b> .....	768
§ 1. Notion.....	768
§ 2. Scénarios d'atteinte à la concurrence.....	769
§ 3. Justifications objectives et effets pro-concurrentiels.....	770
<b>Sous-section 4. La famille de la distribution limitée</b> .....	771
§ 1. Notion.....	771
§ 2. Scénarios d'atteinte à la concurrence.....	771
§ 3. Justifications objectives et effets pro-concurrentiels.....	772
<b>Sous-section 5. La famille de la répartition de marchés</b> .....	774
§ 1. Notion.....	774
§ 2. Scénarios d'atteinte à la concurrence.....	775
§ 3. Justifications objectives et effets pro-concurrentiels.....	775
<b>Sous-section 6. La famille de la puissance d'achat</b> .....	776
§ 1. Notion.....	776
§ 2. Scénarios d'atteinte à la concurrence.....	777
§ 3. Justifications objectives et effets pro-concurrentiels.....	778
<b>Section 3. Méthodologie d'analyse des restrictions verticales</b> .....	779
<b>Sous-section 1. Le filtrage des restrictions verticales</b> .....	780
§ 1. La vérification des présomptions d'incompatibilité.....	781
§ 2. La vérification des présomptions de compatibilité.....	787
<b>Sous-section 2. L'analyse individuelle approfondie des restrictions verticales</b> .....	794
§ 1. Observations liminaires.....	794
§ 2. Méthodologie.....	794
<b>Section 4. La distribution par Internet</b> .....	798
§ 1. Les termes du débat.....	798
§ 2. Le cadre juridique de la distribution en ligne.....	799

<i>Section 5. Conclusion</i> .....	804
<b>Chapitre 10. Le droit des accords de transfert de technologie</b> .....	807
<i>Section 1. Nature des relations entre les parties à l'accord de transfert de technologie</i> .....	811
§ 1. Marchés affectés et marchés pertinents .....	811
§ 2. Accords entre concurrents ou entre non-concurrents ? .....	812
<i>Section 2. La vérification des présomptions d'incompatibilité</i> .....	813
<i>Section 3. La vérification des présomptions de compatibilité</i> .....	817
<i>Section 4. Restrictions exclues</i> .....	819
§ 1. Rétrocessions exclusives .....	819
§ 2. Clauses de non-contestation et de résiliation .....	820
§ 3. Limitation de la capacité du preneur d'exploiter ou de développer sa propre technologie (accords entre non-concurrents).....	820
<i>Section 5. L'examen individuel approfondi des accords de transfert de technologie</i> .....	821
§ 1. Scénarios d'atteinte à la concurrence .....	821
§ 2. Vérification individuelle de la restriction et de l'exemption .....	822
<i>Section 6. Accords de règlement et de regroupement</i> .....	823
§ 1. Les accords de règlement .....	823
§ 2. Les accords de regroupement de technologie .....	824
§ 3. Clauses de paiement post expiration, révocation ou constatation de non-contrefaçon ? .....	827
Index .....	829

## LISTE DES ABRÉVIATIONS

ADPIC	Aspects de droit de propriété intellectuelle qui touchent au commerce
ANC	Autorités nationales de concurrence
BEN	Brevet essentiel à une norme industrielle
CECA	Communauté économique du charbon et de l'acier
CEDH	Cour européenne des droits de l'homme
CEM	Coût évitable moyen
CGV	Conditions générales de vente ou d'achat
CIM	Coût incrémental moyen
Cm	Coût marginal
CMI	Commissions multilatérales d'interchange
CMMLT	Coût marginal moyen à long terme
CMT	Coût moyen total
CMV	Coûts moyens variables
CNC	Clause de non-concurrence
Convention EDH	Convention européenne des droits de l'homme
DG concurrence	Direction générale de la concurrence
DPI	Droits de propriété intellectuelle
EEE	Espace économique européen
FRAND	Fair, Reasonable and Non-Discriminatory
FT	France Telecom
FTC	Federal Trade Commission
GATT	Accord général sur les tarifs et le commerce
IAA	Autorité de concurrence internationale ( <i>International Antitrust Authority</i> )
ICT	Technologies de l'information et de la communication
IHH	Indice Herfindhal-Hirschman
JV	Entreprise commune ( <i>Joint venture</i> )
OCM	Organisations communes de marché
OIC	Organisation internationale du commerce
OMC	Organisation mondiale du commerce
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
PAC	Politique agricole commune
PIB	Produit intérieur brut
PRI	Prix de revente imposés
R&D	Recherche et développement
REC	Réseau européen de la concurrence
RRC	Raising Rivals' Costs